



Faire battre en retraite Borne, Macron et le Medef

Borne a mis ce mardi les dernières paroles sur la chanson gouvernementale et patronale qu'on connaît déjà par cœur depuis des mois concernant l'avenir de nos retraites. L'âge légal de la retraite serait repoussé à 64 ans et l'allongement de la durée de la cotisation à 43 ans arriverait dès 2027. Bref, une alternative : crever au boulot ou dans la misère. Il ne reste plus qu'un seul faux suspens : le gouvernement aura-t-il besoin du recours au 49.3 ?

49.3 ou pas : c'est NON !

Non, les caisses de retraites ne sont pas déficitaires. Elles étaient excédentaires de 2,6 milliards d'euros en 2021 et de 3,7 milliards d'euros en 2022. Non, rien n'assure qu'elles le seront en 2032, car nos luttes collectives pourraient faire inverser la tendance de la politique de l'Etat qui réalise tellement d'économies sur l'ensemble des salaires des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers qu'il creuse le déficit des caisses de retraites. Et non, même un déficit annoncé pour 2032 de 17 milliards, ne serait pas « abyssal » car il ne représenterait que 5% d'un budget global de 330 milliards pour les caisses de retraites. En augmentant de 5% les salaires, ce serait automatiquement comblé !

Pourquoi tant de mensonges et d'acharnement depuis des décennies ?

Augmenter l'âge légal du départ à la retraite, c'est accroître le « chômage des seniors », qui auront de moins en moins de droits, seront pauvres et toucheront une retraite amoindrie, si les difficultés de leur vie ne les ont pas tués avant. Augmenter le nombre d'annuités nécessaires pour une retraite à taux plein, c'est baisser la pension de ceux qui partent quand même à l'âge légal. Cela vise à diminuer les dépenses des caisses de retraite, tout en permettant aux fonds de pension privés de drainer l'épargne de ceux qui ont des salaires suffisants pour mettre de côté. C'est une façon de diminuer la part de la classe ouvrière dans le revenu national, augmentant mécaniquement d'autant celle de la bourgeoisie. Alors quand c'est Ciotti le chef de LR qui annonce vouloir contribuer à « atténuer la brutalité de la réforme », il y a de quoi s'inquiéter !

L'inquiétude peut changer de camp !

La « réforme » devait être annoncée mi-décembre, déjà bien plus tard que prévu : les grèves dans les raffineries en septembre ont perturbé le calendrier gouvernemental. Puis nouveau report à ce mardi, pour une présentation du projet de loi au conseil des ministres le 23 janvier, afin que Borne puisse avoir le soutien de la droite et éviter le 49.3... peut-être ! Autant de reports sont surtout symptomatiques de la fébrilité du gouvernement qui sait que non seulement son projet de loi est très impopulaire, qu'il n'est soutenu à l'heure actuelle par aucune organisation syndicale... et que le mécontentement social contre la vie chère et les salaires de misère est déjà tellement grand que tout pourrait s'embraser. D'après un sondage IFOP daté du 4 janvier, 52% des personnes interrogées souhaite que la France connaisse dans les prochains mois une explosion sociale !

Alors soufflons sur la braise partout, sur nos lieux de travail et d'études, discutons de la nécessité d'un mouvement d'ensemble, d'un plan de bataille pour gagner, sans qu'aucune de nos forces ne soit dispersée par les logiques boutiquières des directions syndicales. **Participons à toutes les initiatives de mobilisation qui auront lieu, notamment la grève interprofessionnelle du 19 janvier à l'appel de tous les syndicats et la manifestation du 21 janvier à Paris** appelée par les organisations de jeunesse.

Regroupons-nous en assemblées générales, rejoignons celles et ceux qui sont en grève pour de meilleurs salaires ou des embauches. Salaires, retraites, conditions de travail, faut que ça pète, ça ne peut plus durer !

Pour nos retraites, nos conditions de travail et nos salaires : tous en grève dès vendredi à l'occasion des NAO, on continue le 19 janvier en grève et en manifestation tant qu'il le faudra !

Borne a annoncé la fin des régimes spéciaux, notamment celui de la RATP, pour les nouveaux embauchés ! Comme si le boulot était moins fatiguant, c'est tout le contraire ! C'est une attaque supplémentaire contre les travailleurs, pas question ni de se laisser diviser, ni de se laisser berner.

Des raisons de nous mobiliser nous n'en manquons pas, construisons un mouvement de grève qui puisse gagner !

Un accord, bien d'accord avec le patronat

Sur le réseau bus, la direction a fait passer un nouvel accord qui consiste en une série d'attaques contre les travailleurs en échange d'une augmentation de salaire, celle-ci est en réalité, en majorité, le « refléchage » de primes déjà existantes.

L'aspect « donnant-donnant » de cet accord n'est qu'une illusion qui camoufle très mal des reculs bien réels : augmentation du temps de travail, dégradation des conditions et flexibilisation des salariés. Ultime coup de vice : les nouveaux embauchés n'auront pas le droit aux augmentations de salaire mais seulement aux nouvelles conditions de travail !

Face à l'inflation, faire payer la direction !

L'inflation pose le problème général des salaires. Le patronat sait bien qu'il devra lâcher tôt ou tard quelques augmentations de salaires afin que les travailleurs puissent subvenir à minima à leurs besoins pour... revenir travailler le lendemain ! Mais le plus tard possible pour engranger une marge de surprofit dans l'intervalle. Après un an et demi de grèves sectorielles sur les salaires face auxquelles la direction s'est contentée de lâcher des primes, l'augmentation du salaire de base devenait incontournable. C'est au nom de cette petite augmentation, qui aurait eu lieu de toute façon, qu'il faudrait accepter de gros reculs sociaux ? C'est la tentative très politique menée par Jean Castex, sous la forme d'une expérience à généraliser.

Un accord politique contre les travailleurs

Devant la réforme des retraites, la direction de la RATP avait besoin de trouver des complices pour faire passer ses attaques. FO et l'UNSA se sont portés volontaires !

Même les syndicats non-signataires tiennent à saluer la démarche, présentée comme un « dialogue social ». Bertrand Hammache secrétaire général de la CGT-RATP n'hésite pas à affirmer que Castex « est quelqu'un qui est plutôt avenant, qui va vers les gens ». Oui avec les matraques et les lacrymos des CRS ! Les dirigeants syndicaux ont-ils la mémoire si courte qu'ils ont déjà oublié que Jean Castex avait reçu à coup de matraques les ouvriers en grève venus lui demander des comptes le jour de sa prise de fonction ? C'est pourtant une militante de la CGT qui a eu le crâne ouvert lors de ce rassemblement pour les salaires de la maintenance en décembre dernier.

Patrons et gouvernement main dans la main

Le chiffre d'affaires et les profits de la RATP ont encore augmenté grâce à une pression brutale et inédite sur les conditions de travail et au prix de la désorganisation totale des transports parisiens. Cette situation est voulue et calculée, résultat des choix politiques de Valérie Pécresse, appuyés par Jean Castex et le ministre des transports, Clément Beaune. Tenter d'opposer les uns aux autres comme le font les directions syndicales qui attribuent toute la responsabilité à Valérie Pécresse (façon d'indiquer que la seule perspective serait de voter à gauche aux prochaines régionales) est une supercherie. Ces trois compères se partagent le sale boulot, main dans la main pour faire payer les travailleurs, autant les salariés des transports que les usagers du quotidien, essentiellement des salariés victimes d'une diminution de l'offre proportionnelle à l'augmentation des tarifs.

Une situation qui pourrait bien se retourner contre eux !

Les complicités dans les bureaucraties syndicales n'auront peut-être pas l'effet escompté d'endormir la base. Au contraire cet accord scélérat signé par des « corps intermédiaires » que le gouvernement cherche à remettre en selle, pourrait bien encore plus les discréditer et les disqualifier.

C'est tout ce qu'on souhaite !

Retrouvez notre article complet en flashant ce QR Code



De Sucy à Saint-Fargeau : un piquet bien planté

Pensiez-vous que le piquet aurait plié sous le poids des repas de fêtes ? Que nenni ! Les festivités sont terminées à la maison, mais pas devant la boutique. Notre envie d'enguirlander la direction est intacte, ça va leur foutre les boules. Leur projet d'enterrer la colère pour 2023 sent le sapin.

Une grève à suivre !



Dans les entreprises Keolis Porte des Alpes et Grindler, les travailleurs sont en grève depuis une semaine pour obtenir des augmentations de salaire.

Décidemment les revendications sur les salaires sont universelles chez les travailleurs ! Pour que les grévistes dirigent leur propre grève, ils ont élu un comité de grève, ont pris contact avec d'autres grévistes dans le pays (le réseau TICE dans l'Essonne par exemple), s'adressent aux autres entreprises du coin.

Un exemple qui donne envie de rejoindre le mouvement !